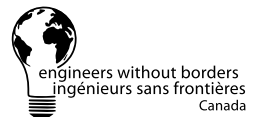


« Juste 1% »:
Pourquoi le Canada
devrait consacrer 1%
de ses dépenses en
réponse à la COVID-19
et pour la relance à
une aide internationale
supplémentaire



**GLOBAL
CITIZEN.**



La COVID-19 continue de se répandre et les Canadiens sont toujours craintifs. C'est normal. Mais avec l'arrivée du printemps, l'espoir est à l'horizon. Les Canadiens peuvent être assurés que nous aurons accès aux vaccins COVID-19 dont nous avons besoin chez nous, cette année. Mais la plupart des autres pays n'ont pas cette chance.

La COVID-19 continue de se répandre et les Canadiens sont toujours craintifs. C'est normal. Mais avec l'arrivée du printemps, l'espoir est à l'horizon. Les Canadiens peuvent être assurés que nous aurons accès aux vaccins COVID-19 dont nous avons besoin chez nous, cette année. Mais la plupart des autres pays n'ont pas cette chance.

À ce jour, la plupart des pays à faible revenu n'ont pas reçu une seule dose de vaccin. Et tant que la pandémie fera rage ailleurs, d'autres vies seront perdues, notre reprise économique sera compromise, de nouveaux variants risquent d'apparaître et personne ne sera à l'abri. Laisser certains pays à des années de retard quant à leur propre relance est un risque pour nous, et contredit les valeurs canadiennes.

La principale tâche du gouvernement fédéral est de protéger les Canadiens, c'est pourquoi il est logique de dépenser 99 % des fonds d'urgence du Canada pour les interventions et la relance post COVID au pays, et nous pensons que le public sera d'accord. Cela signifie que nous pouvons nous engager à investir juste 1 % dans une nouvelle aide internationale pour faire progresser la réponse et la relance mondiales. Pour donner de l'espoir aux personnes les plus vulnérables du monde aussi.

Seulement 1 % placerait le Canada dans une véritable position de leader au sein du G7. Il jouerait ainsi un rôle essentiel pour relancer l'économie et le commerce mondiaux et apporter une réponse solide à la crise climatique. Ce serait également un choix intelligent. Chaque dollar investi dans l'acheminement de vaccins aux pays moins développés rapportera plus de 5 dollars en retombées économiques au Canada.¹

La pandémie a mis en péril des décennies de progrès dans la lutte contre l'extrême pauvreté et d'autres épidémies comme le VIH. Nous ne devons pas abandonner maintenant.

Un seul pour cent suffirait à renforcer le rôle du Canada en tant que champion de l'égalité, de l'équité et de la justice, tout en nous plaçant au cœur d'un effort mondial de relance auquel aucune nation ne peut s'attaquer seule.

Investissons seulement 1 % dans le plan mondial de lutte contre la pandémie et de relance. Cela fera toute la différence.

Ce que nous voulons voir dans le Budget 2021

Le Canada devrait investir 1 % de ses dépenses nationales en réponse à la Covid-19 et pour la relance dans une aide internationale nouvelle et supplémentaire de 2020/21 à 2022/23, ce qui équivaut à 5,9 milliards de dollars cumulés sur 3 ans. Sur ce total, environ 1,2 milliard de dollars a déjà été engagé en 2020/21, ce qui se traduirait par une enveloppe d'aide internationale (EAI) de 7,8 milliards de dollars en 2021/22 et de 8,7 milliards de dollars en 2022/23, afin d'engager le Canada sur la voie d'une augmentation annuelle soutenue.

¹Canada and Global Health Leadership: Doing Well by Doing Good", Eurasia Group (25 novembre 2020).

Niveau actuel de l'aide internationale du Canada

Bien que le Canada ait pris un certain nombre d'engagements internationaux significatifs ces dernières années, le niveau global de l'aide internationale en proportion de notre richesse nationale a stagné, atteignant un niveau presque sans précédent de 0,27 % du RNB, ce qui est en dessous de la moyenne de 0,38 % des pays riches de l'OCDE. Le précédent record du Canada a été atteint en 2010, avec 0,34 %, sous le gouvernement conservateur.

Avec la pandémie COVID-19 en 2020, cette tendance s'est inversée. Le Canada a non seulement maintenu son EAI pré pandémie, mais il a également engagé environ 1,2 milliard de dollars de fonds nouveaux et supplémentaires pour la réponse mondiale à la COVID-19. Ce financement comprenait le financement de l'accélérateur d'accès aux outils COVID-19 (ACT-A), le partenariat mondial qui travaille à la mise au point et à la distribution équitable des vaccins, tests et traitements COVID-19, et des fonds pour le développement et l'aide humanitaire en raison de la Covid-19. Nous estimons que ces investissements pourraient porter le niveau d'aide du Canada à 0,34 % en 2020 (en tenant compte de la récession économique).

L'investissement urgent dont nous avons besoin

Malgré ces mesures positives, la pandémie pose toujours d'immenses défis, soit la nécessité immédiate d'assurer l'accès universel aux vaccins COVID-19 au niveau mondial et tenir compte de la perturbation massive des systèmes de santé, d'alimentation et d'éducation, et des effets en cascade de la crise économique mondiale sur des questions telles que la dette souveraine.

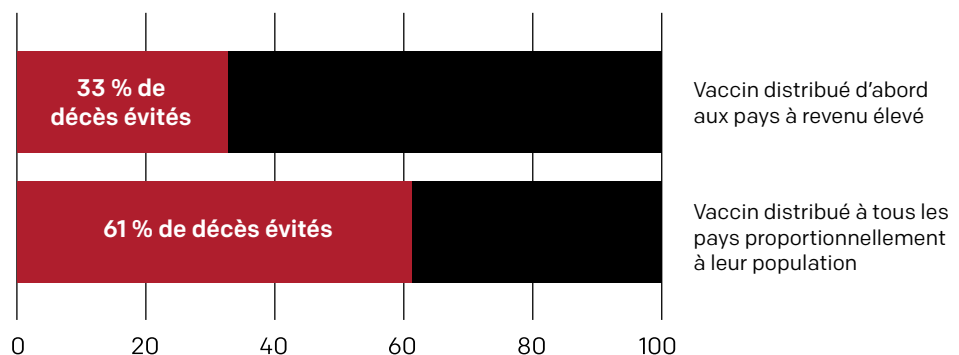
Il est donc crucial d'accroître l'aide internationale pour que le Canada soit au centre de la réponse mondiale à la COVID et des efforts de relance, et aussi pour que nous soyons à la hauteur de nos aspirations d'être un leader mondial dans la recherche de solutions à la crise climatique. Mais les engagements du gouvernement en matière d'aide pour 2020 ne sont pas permanents, et à moins que des mesures politiques ne soient prises dans le cadre de ce budget pour établir un montant de base plus élevé, notre niveau d'aide retombera à celui historiquement bas alors que les besoins mondiaux sont à des sommets historiques.

L'augmentation que nous proposons pour l'EAI, et la trajectoire d'augmentation soutenue de l'aide sur laquelle elle placerait le Canada, pourraient contribuer à atteindre trois objectifs.

Pour chaque dollar investi par le Canada dans l'accès au vaccin COVID-19 dans le monde, plus de 5,60 dollars seraient récupérés en retombées économiques.

Un accès équitable global aux vaccins pourrait sauver deux fois plus de vies.

Source: Fondation Bill & Melinda Gates, rapport Goalkeepers 2020



Le Canada ne peut pas respecter ses engagements globaux en matière de climat sans augmenter l'aide internationale.

Premier objectif : Éliminer la COVID partout

Mettre fin à la pandémie de COVID-19 partout où elle sévit est nécessaire pour rétablir la santé et la sécurité économiques mondiales. Le virus et ses variants se propagent maintenant à plus de 100 millions de personnes, faisant plus de 2 millions de morts et causant des pertes économiques mondiales mensuelles estimées à 500 milliards de dollars. Nous n'avons tout simplement pas d'autre choix que de prendre des mesures extraordinaires.

La seule façon de mettre fin à la COVID-19 (et à ses effets) partout dans le monde est d'augmenter l'accès aux vaccins, aux tests et aux traitements. Le Canada a donné 973 millions de dollars à l'accélérateur ACT et a été un véritable champion de l'initiative, atteignant essentiellement sa juste part du total des besoins mondiaux de 38 milliards de dollars EU pour cette année. Mais nous savons que des fonds supplémentaires seront nécessaires, car il est peu probable que la crise de la COVID-19 soit résolue dans le monde en développement en 2021. Nous devons donc augmenter l'EAI afin d'être prêts à contribuer davantage, notamment en ce qui concerne la préparation aux pandémies.

Ces investissements n'aideront pas seulement les pays à faible revenu, ils aideront également le Canada, en tant qu'économie axée sur l'exportation qui repose sur des relations commerciales et des chaînes d'approvisionnement internationales. Une étude menée par Eurasia Group a révélé que pour chaque dollar investi par le Canada dans l'accès au vaccin COVID-19 dans le monde, plus de 5,60 dollars seraient récupérés en retombées économiques.²

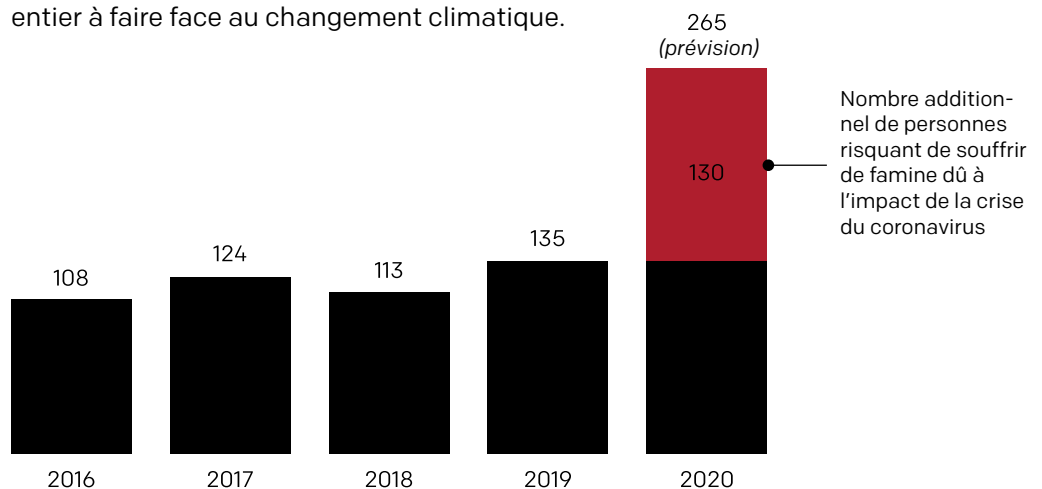
Deuxième objectif : Reprendre la lutte contre la crise climatique

Cette année, le Canada sera appelé à respecter ses engagements mondiaux en matière de climat avant la conférence COP 26. Il devra notamment renouveler et augmenter sa contribution au financement international de la lutte contre le changement climatique. Pour atteindre sa juste part des 100 milliards de dollars annuels nécessaires, comme le prévoit l'accord de Paris, le Canada devrait investir 1,8 milliard de dollars par an en plus de l'aide internationale existante d'ici 2025-26 pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique.

Cela nécessitera une augmentation significative de l'EAI, et la demande de 1% pourrait couvrir cet engagement pour les deux premières années. Cela signifie également qu'il faut investir dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, l'énergie et l'amélioration de l'eau et de l'assainissement, car tous ces éléments sont essentiels pour mieux équiper les populations du monde entier à faire face au changement climatique.

Nombre additionnel de personnes (en millions) risquant de souffrir de famine dû à l'impact de la crise du coronavirus

Source: World Food Programme



² "Canada and Global Health Leadership: Doing Well by Doing Good", Eurasia Group (25 novembre 2020).

Troisième objectif : Respecter l'engagement de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde

La Banque mondiale estime que les effets collatéraux de la COVID-19 vont pousser jusqu'à 163 millions de personnes dans l'extrême pauvreté³ soit la première hausse de la pauvreté mondiale depuis des décennies. Deux fois plus de personnes ont été confrontées à la faim aiguë, on estime que 1,2 milliard d'apprenants ont vu leur éducation interrompue et qu'au moins 80 millions d'enfants ont manqué leurs vaccinations de routine en 2020, ce qui risque de provoquer d'autres épidémies.⁴

Avant la pandémie, le taux de pauvreté des femmes devait diminuer de 2,7 % entre 2019 et 2021. Aujourd'hui, ce taux va plutôt augmenter de 9,1 %.⁵ La Politique d'aide internationale féministe du Canada est directement menacée par la COVID-19.

Ces revers tragiques nous ont fait dévier des objectifs mondiaux des Nations unies et pourraient effacer des décennies d'investissements canadiens en faveur des plus vulnérables dans le monde entier - un résultat impensable. Un investissement relativement faible aujourd'hui dans l'aide humanitaire, la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, le renforcement des systèmes de santé et la croissance économique durable pourrait permettre à des millions de personnes de se prendre en charge et de conserver des décennies de leadership canadien sur ces questions, alors que nous continuons à nous attaquer à la COVID-19.

³ "Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Looking back at 2020 and the outlook for 2021," Lakner et al., Banque mondiale, 11 janvier 2021, <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-looking-back-2020-and-outlook-2021>.

⁴ "Voir : World Food Programme (21 avril 2020), UN Women (27 mai 2020), Global Education Coalition, World Health Organization with Gavi and UNICEF (22 mai 2020).

⁵ "COVID-19 will widen poverty gap between women and men, new UN Women and UNDP data shows", PNUD, 2 septembre 2020.

Que veut-on dire par 1 %?

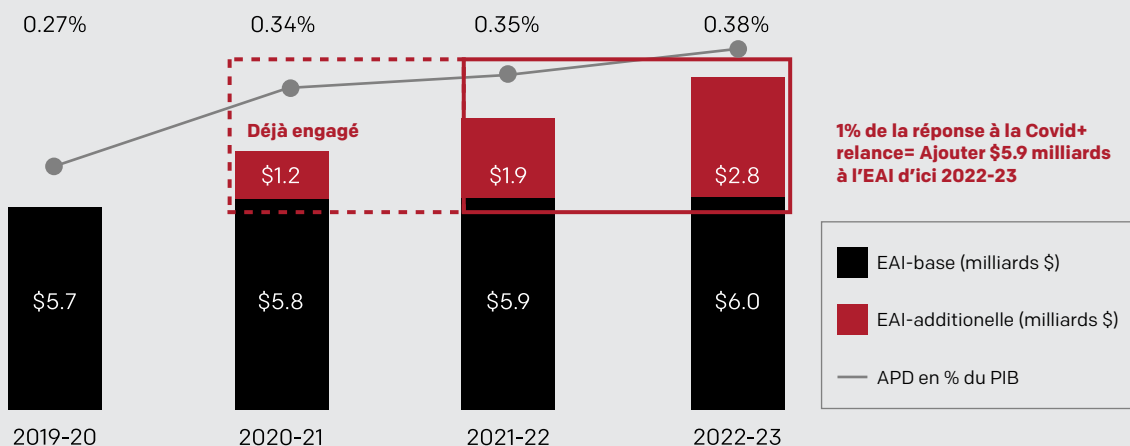
Au moment de la mise à jour financière 2020, le gouvernement fédéral avait dépensé 490 milliards de dollars pour la réponse nationale à la COVID-19.⁶ Le gouvernement a également déclaré son intention d'investir jusqu'à 100 milliards de dollars supplémentaires sur 3 ans pour stimuler la relance économique du pays, pour un total d'au moins 590 milliards de dollars en termes de réponse et de relance au Canada.⁷

Un pour cent, c'est 5,9 milliards de dollars, que nous demandons sous forme d'aide internationale supplémentaire de 2020-21 à 2022-23. Ne représentant que 1% de nos dépenses intérieures totales, ce serait un investissement relativement modeste pour contribuer à mettre fin à la pandémie de COVID 19 partout dans le monde, à atténuer le changement climatique et ses effets, et à rétablir la promesse de mettre fin à l'extrême pauvreté.

La première étape de cette augmentation a déjà été engagée par le gouvernement en 2020, qui, dans une démonstration exemplaire de leadership

mondial, a ajouté environ 1,2 milliard de dollars de dépenses d'aide supplémentaires pour la réponse à la pandémie mondiale tout en maintenant tous les financements d'aide préexistants. Toutefois, ce financement supplémentaire n'étant que temporaire, il devrait être intégré dans une expansion de l'EAI.

Si le Canada investit 1 % de ses dépenses intérieures de réponse à la COVID-19 et de relance dans une aide internationale nouvelle et supplémentaire, nous prévoyons que dans le budget 2021-22, l'EAI serait de 7,8 milliards de dollars et qu'en 2022-2023, elle passerait à 8,7 milliards de dollars. Ainsi, le Canada dépenserait la moyenne de ce que les autres pays riches investissaient dans l'APD en proportion du RNB avant la pandémie (0,38 %) et s'engagerait sur la voie de d'augmentations annuelles soutenues que le Canada doit s'engager à respecter à long terme.



Note: la base de référence de l'EAI est basée sur ce qui a déjà été prévu dans le cadre des budgets 2018 et 2019

⁶ Department of Finance, Nov 2020, Fall Economic Statement 2020, Table 11

⁷ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-liberals-plan-100-billion-in-new-stimulus-spending-begin-plotting/>